

recrutements, sans correspondance avec les provinces, bloqué, cerné, opprimé par les forces extérieures, et surtout par les forces perturbatrices qui sont en lui; dans une telle situation, je le dis avec douleur, avec regret, mais avec une triste conviction, ce n'est pas dans Paris que je voudrais voir concentrer la France, c'est Paris que je voudrais voir appuyer sur la France. Voilà le vrai système.

On dit : Mais si Paris tient seulement soixante jours, si nous pouvons avoir des vivres pour quarante, cinquante, soixante jours dans Paris; si, à l'aide de ces approvisionnements gigantesques, nous pouvons rassurer l'imagination des populations, nos armées pourraient impunément subir un ou deux revers sur la frontière, se rallier sur la capitale, s'y encadrer de nouveau, et la capitale sortirait sur l'ennemi, plus armée et plus invincible qu'auparavant.

Eh bien, que l'honorable M. de Chasseloup-Laubat me permette deux observations à cet égard.

Et d'abord soixante jours pour recréer une nouvelle organisation militaire tout entière...

M. LE MARQUIS DE CHASSELOUP-LAUBAT. Je n'ai pas dit cela, j'ai dit que pas plus de quinze à vingt jours l'ennemi...

VOIX NOMBREUSES. N'interrompez pas!

M. DE LAMARTINE. Eh bien, quinze à vingt jours, c'est encore plus fort.

M. DE CHASSELOUP-LAUBAT. Mais ce n'est pas cela. Il s'agit du séjour de l'ennemi sous les murs de Paris...

M. DE LAMARTINE. Vous l'entendez de sa bouche même, l'honorable préopinant n'attribue pas à la défense efficace de Paris plus de quinze à vingt jours.

M. DE CHASSELOUP-LAUBAT. Permettez! c'est une erreur. J'ai dit que l'ennemi ne pourrait pas rester sous les murs de Paris plus de quinze à vingt jours.

M. DE LAMARTINE. Alors, je réponds seulement au rapport.

Le rapport parle formellement de soixante jours, époque pour laquelle on pourrait approvisionner Paris, où nos forces battues sur la frontière, dispersées, viendraient se rallier sur Paris, s'y encadrer et en sortir pour de nouvelles victoires. Ici une simple observation.

Il s'agit, selon vous et selon le bon sens, d'une coalition, d'une guerre à mort, d'une guerre de principe; l'Europe contre la France. Il n'y a pas d'autre invasion possible jusqu'à Paris. S'il en était autrement, si une armée isolée d'une des puissances tentait une pareille marche après une victoire ou deux remportées sur notre armée du nord; si elle s'avancait sur Paris pendant que nos armées de l'est, du midi, de l'ouest subsisteraient, pendant que Paris serait libre de trois côtés, pendant que les quatre-vingts départements non envahis, que les membres de la France répondraient libres et tout armés aux pulsations du cœur national menacé, mais intact à Paris; toute armée qui se hasarderait à marcher sur nous serait perdue ou aurait tort, se ferait engoutir dans le sol avant que sa tête touchât Paris! c'est donc là une chimère contre laquelle il ne faudrait pas remuer une pelletée de terre, et qui, à plus forte raison, ne vaut pas les 500 millions de capital national perdu que vous voulez enfouir dans vos fossés et sous vos bastions.

Il s'agit donc exclusivement, en fait, d'une guerre extrême, d'une de ces guerres de coalition où les armées se comptent par millions de baïonnettes, où l'Europe entière est le combattant, où la France entière est le champ de bataille. Eh bien! en ce cas (et c'est votre pensée, la seule qui mérite cette grande délibération de mon pays), ce n'est pas une guerre partielle qui peut inquiéter la France et la faire penser à fortifier sa capitale. Il s'agit d'une guerre générale où l'Europe entière combat contre la France, et où la France est en question.

Eh bien! il n'y a pas une de vos pensées, une de vos consciences qui ne dise tout bas avec moi, avant moi,

plus que moi peut-être, que, dans un pareil cas, si la France, qui aurait armé huit cent mille hommes, avait perdu une, deux, trois de ces grandes journées qui décident du moral des peuples; que, si des armées de ligne étaient vaincues, traversées, démembrées, démoralisées au point de ne plus présenter d'obstacle solide à l'invasion du territoire, dans un pareil dénûment de forces vives, dans un pareil abandon de la fortune, si les corps d'armée ennemis de trois et quatre cent mille hommes s'avançaient par des routes diverses sur Paris et venaient se donner le terrible rendez-vous de l'Europe et de la France sous ses murs, Paris ne sauverait pas la France, Paris ne se sauverait pas lui-même; ou que si Paris voulait en effet résister, quand la France aurait succombé, la France ne retrouverait pas Paris, mais un monceau de cendres et le cimetière de cinq ou six cent mille affamés. Vous dites : La France se lèverait derrière, recomposerait ses forces; une armée nouvelle sortirait de ses garnisons et de son sol et viendrait débloquer Paris.

Messieurs, pensez-vous sérieusement ce que vous dites? Quoi! ce que n'aurait pu faire la force organisée du pays, son armée, son matériel, ses généraux, son gouvernement; quelques lambeaux épars, coupés, disloqués de notre population le feraient? Quoi! les membres enchaînés et brisés accompliraient ce que le corps entier, libre de ses mouvements et animé de toute son âme, n'aurait pu accomplir? Est-ce qu'une nation a plusieurs âmes? Et n'y a-t-il pas des coups dont elle meurt aussi sûrement qu'un homme frappé au cœur?

Vous parlez d'une manœuvre de flanc de notre armée qui rallierait nos garnisons éparses, qui écraserait l'ennemi entre les remparts de Paris et leurs baïonnettes; mais est-ce que l'ennemi qui, en cas de coalition, n'aurait pas moins de 800 000 hommes et ses derrières libres se séparerait complaisamment de sa base d'opération, qui est votre frontière, vos places fortes, et permettrait à ces tron-

çons de vos garnisons de sortir, de se rejoindre, de se renouer en une nouvelle armée contre lui? Ou vous le supposez absurde, ou vous le supposez plus faible avant la victoire qu'après.

Mais j'abrège ce que je voulais traiter ici en détail. L'heure et le sentiment de mon incompetence me pressent d'en sortir; j'y reviendrai sur les articles.

On dit : La nationalité se réveillerait plus puissante, plus invincible. Messieurs, personne plus que moi ne croit à la nationalité impérissable de mon pays; mais permettez-moi une réflexion que l'histoire de notre passé si récent m'autorise à vous faire. Si nous étions dans le cas malheureux d'une de ces guerres à mort, d'une de ces grandes guerres de principe et d'extermination, où il faut qu'un gouvernement et sa nationalité s'engloutissent, pensez-vous qu'une coalition soit assez stupide pour attaquer la nationalité de votre pays? L'a-t-elle fait en 1813, en 1814? Elle ne l'a jamais fait. Ce qu'elle a fait (à Dieu ne plaise que le passé soit pour nous l'exemple de l'avenir!), elle a fait une autre chose, elle a respecté en apparence cette inviolabilité de la nationalité de la France; elle s'est adressée aux mauvaises passions du pays; elle a déployé, ou plutôt elle a laissé déployer le drapeau de tous les partis, et c'est avec ces armes, que nos propres dissidences lui fournissaient, qu'elle a combattu notre pays, qu'elle le combattrait encore. (*Mouvement.*)

Vous reconnaissez vous-mêmes que Paris n'est pas propre à un acte de défense, et que quarante jours sont le terme fatal pour sa résistance. Vous reconnaissez que quarante jours sont complètement insuffisants pour faire sortir une nouvelle France militaire armée, combattante, des débris de vos armées de ligne. Quelle est donc votre pensée en le fortifiant?

Est-ce pour livrer bataille sous Paris? Mais avec quoi, si vos forces sont consumées? Mais l'empereur vous dit que tout champ de bataille qui n'a pas de fond et qui est adossé

à une grande ville fermée, dont il faut traverser l'enceinte et passer les portes pour manœuvrer, est un champ de bataille où la défaite est certaine.

Est-ce pour enfermer votre armée dans des murs ? Mais le maréchal de Saxe vous dit et l'empereur vous répète que toute armée qui s'enferme est perdue pour la victoire, et forcée par la famine à un jour certain.

Est-ce pour que le gouvernement s'y enferme ? Mais un gouvernement enfermé sans citadelle et dans une maison ouverte comme les Tuileries, au milieu de 1 500 000 âmes affamées ou furieuses, que pourrait-il pour la France ? que pourrait-il pour lui-même ? Il aurait un 20 juin tous les jours. Le palais d'un gouvernement assiégé peut-il être autre chose qu'une citadelle ? et vous ne voulez pas de citadelle, avec raison.

Est-ce pour que le gouvernement en sorte ? Mais du jour où le gouvernement abandonnerait Paris, le moral de Paris serait anéanti, l'hésitation et l'effroi saisiraient la population. Paris et le gouvernement séparés, c'est le corps et l'âme séparés ; c'est la mort du gouvernement et de la capitale. Vous n'y avez pas pensé ! (*Mouvement.*)

Est-ce pour fortifier votre armée en lui faisant pressentir une position plus forte sous Paris et sous le canon de vos forts ? Mais les garnisons de Paris et de vos forts l'affaibliront de 80 000 hommes ! et vous livrez le territoire, les réquisitions, les routes, le recrutement à l'ennemi ! vous concentrez la force au cœur ; vous livrez les membres. Une nation devrait être comme le polype, vulnérable et ressuscitable partout ; vous faites le contraire ; vous dites à l'ennemi : Frappez ici, la nation sera morte ! (*Interruption.*)

Oui, il y a là un mystère inexplicable, un double mystère peut-être. Avez-vous observé la marche lente, patiente, tortueuse de cette malheureuse idée toujours repoussée par l'instinct national, par l'invincible répugnance du pays, et se produisant toujours sous des auspices contraires ? Aujourd'hui la voilà soutenue par ceux-là mêmes

qui l'ont le plus dépopularisée il y a huit ans ! Expliquez cela si vous pouvez ; quant à moi, je m'y perds. Quoi ! y aurait-il donc une conspiration dont nous n'avons pas le mot ? Cette idée serait-elle née d'une rencontre entre deux principes qui se détestent ? du monstrueux accouplement de quelque arrière-pensée du despotisme, avec quelque prévision habile de révolution ? Dans ce cas, lequel trompe l'autre ? Je n'en sais rien ; mais le pays est trompé ; mais la liberté est jouée, soyez-en sûrs, et prenez-y garde ! (*Vive sensation.*)

Serait-ce, comme quelques hommes de bien ont l'imprudence de le croire, pour que ces fortifications fussent un appui éventuel à un pouvoir attaqué par la sédition ? Mais rendons justice au rapport ; il a lui-même réfuté d'un mot cette hypothèse. Servir d'appui au Gouvernement ! Jamais ! Vous figurez-vous un gouvernement libre, un gouvernement de presse et de tribune trois mois après qu'il aurait fait tirer le canon de ses forts sur la tête de la France à Paris ? Mais ce serait la signature d'une abdication, le tocsin d'une révolution ! Les pouvoirs réguliers ne tirent pas ces canons-là ! Ce sont les factions qui osent de ces coups, parce qu'elles ne répondent de rien et qu'elles n'ont pas de lendemain !

Voulez-vous que je vous lise une de ces feuilles du 15 janvier dernier, où le secret échappe à l'impatience ? Vous y verriez à qui serviraient les fortifications, à qui vous préparez des armes, et quelles armes !

Je m'arrête, Messieurs, non pas que ma pensée s'arrête, ni que j'aie épuisé les inépuisables abîmes d'inconséquences, d'impossibilités, de ruines et de périls cachés sous un pareil projet. Mais je m'arrête, parce que les forces s'épuisent et que l'attention d'une assemblée a plus de bornes que la démenche du sophisme et de l'esprit de parti. (*Non ! non ! Parlez ! parlez !*)

Eh bien, je remercie la Chambre et je continue en abrégé.

Un mot donc, un seul mot encore à ceux qui ont inventé, pour je ne sais quels desseins d'une situation qu'ils connaissent seuls, cette fortification gigantesque, cette dictature que le pays ferait écrouler en accusation sur eux si la France constitutionnelle se respectait assez elle-même dans ses chambres.

Je dis que cette dictature exercée sur le seuil de la Chambre sans nécessité, puisque les travaux ne pourraient être accomplis que dans trois ans, à l'époque la plus rapprochée, la Chambre, le pays, auraient dû la faire écrouler peut-être en une accusation terrible contre ses auteurs, si mon pays avait ce que je voudrais qu'il eût, la foi suffisante dans ses institutions, le respect suffisant de ses institutions, qu'on ne préserve de la ruine qu'en le préservant de toute irrévérence.

MM. VIVIEN ET DE RÉMUSAT. Accusez-nous !

M. DE LAMARTINE. Ou me dit : Accusez-nous. L'heure de l'accusation, vous le savez bien, elle est passée.

M. VIVIEN. Pourquoi cela ?

M. DE LAMARTINE. Elle est tellement passée pour vous, que le ministère devant lequel je parle, et auquel je suis profondément attaché, vous a couverts d'un bill d'indemnité en adoptant vos actes. (*Mouvement.*)

Je n'accuse pas le ministère, je le comprends, je ne parle pas au nom du ministère, cela est évident, puisque je parle contre le projet de loi qu'il présente ; je parle en mon nom propre, et je fais à mon pays une observation que je désirerais voir accueillir par lui ; car on ne conserve pas longtemps sa liberté, ses institutions, quand on les livre si facilement aux atteintes d'un cabinet quelconque.

On n'a pas assez de respect pour les libertés quand on n'en est pas jaloux jusqu'à la crainte et jusqu'à la sévérité. (*Mouvement.*)

Je passe sur cette interruption et je dis : Qui sont les hommes qui applaudissent à cette audacieuse entreprise ? Ce ne sont pas les amis loyaux de la liberté ici, de la liberté

la plus avancée, la plus téméraire même, mais de la liberté par le droit, de la liberté par tous et pour tous. Ceux-là, ils combattent, ils parleront, ils voteront avec nous contre cette dictature ! (*A gauche : Très-bien !*)

Non, mais ce sont les organes des factions violentes du dehors qui nous parlent de la liberté par la force, de la liberté par la mort ! leur instinct ne s'y trompe pas. Ils applaudissent, ils ne déguisent pas l'usage sinistre qu'ils feront des armes que vous leur mettriez sous la main ; et ces hommes applaudisseurs et complices de ces projets osent se dire les amis exclusifs de la liberté parmi nous ! Eux, les amis de la représentation nationale ! les zélés de la constitution ! et ils battent des mains, et ils apportent des pierres à ceux qui bâtissent ces instruments certains de tyrannie ! (*Bravos prolongés.*)

Mais de quelle tyrannie ? Ils le savent bien ; et voilà pourquoi ils vous encouragent de la leur !... De la tyrannie des factions les plus violentes et les plus désespérées du pays ! S'il en était autrement, les comprendriez-vous ? Quoi ! Paris fortifié ! Paris ville de guerre ! Paris dominé par vingt forts ! Paris cerné par 2400 canons, servis par dix ou douze mille canonniers d'une milice quelconque ! Paris citadelle de la France ! Paris, dans un tel état, serait le dernier asile que la liberté voudrait habiter ! Mais vous fermez donc les yeux ! Quoi ! c'est une telle ville que vous offrez pour sûreté aux représentants de quatre-vingt-cinq départements dans les jours de crise ! C'est là qu'ils délibéreront libres et inviolables sous la gueule de deux cents bouches à feu, dont une population affamée et ombrageuse tiendra la mèche !

Mais souvenez-vous de ces paroles mémorables, les premières que firent entendre nos pères, les pères de la constitution française, de la constitution de 89, quand ils voulurent que la délibération fût libre, pour que l'autorité de la conscience et de la loi fût évidente, comme le soleil à tous les Français ! Souvenez-vous de

l'adresse pour le renvoi des troupes : « Le danger, disaient-ils, sire, est pour la liberté, le danger est pour la liberté que les provinces ne croiront pas réelle et assurée sous le canon de vos soldats; le danger est pour le peuple, où la présence des troupes produira une fermentation indomptable et des désordres où les excès de la force armée se mêleront aux excès de l'anarchie ! Le danger est pour les troupes : des soldats, des canons rapprochés du centre des discussions, participant aux passions comme aux séditions du peuple, peuvent oublier la discipline pour la popularité dont on les entourera. Le danger enfin est pour vous-même, sire ! De grandes révolutions ont eu des causes moins éclatantes, et plus d'une entreprise fatale aux nations s'est annoncée d'une manière moins sinistre et moins formidable. »

Comparez ce langage de l'assemblée constituante avec celui que vous tiennent les prétendus zéloteurs de la liberté et de la révolution dans leurs feuilles ! Lesquels étaient prudents, lesquels étaient sincères ? Qui ne voit que les uns voulaient une constitution inviolable, et que les autres veulent une place, une citadelle contre la France et contre la constitution ! Voilà le secret !

C'est ainsi que l'Angleterre et le Mexique ont pensé et ont écarté les troupes et les forteresses du siège de leur gouvernement libre. Mais nous, nous ne voulons que la guerre, les images de la guerre, les préparatifs de la guerre, les fortifications de la guerre, les funérailles, les apothéoses de la guerre, la guerre toujours et partout la guerre ! Pourquoi ? Pourquoi, parce qu'il n'y a que la guerre qui puisse servir de prétexte, d'occasion et d'excuse à ce despotisme de la nécessité, à ces violences du soi-disant patriotisme que des imaginations perverses de gloire osent rêver tout haut depuis quelque temps à la face d'un pays libre ! Songeons-y et arrêtons-les (*Mouvement prolongé. — Bravos à gauche.*)

Je passe sur les dépenses, les impossibilités, les ruines

de Paris bloqué et livré bientôt, par la nature même des circonstances, aux factions les plus désespérées, les plus violentes du pays ! L'imagination s'effraye de sonder cet abîme ; ce serait la Convention assiégée, la Terreur sur la brèche. Un mot de M. de Tocqueville a stigmatisé ces hommes : « Il y a, a-t-il dit, des barbares de l'intérieur. Pensez-y. »

Oui, je repousse ce projet insensé, et il n'y a pas une réflexion qui ne le repousse avec moi quand il aura été mieux médité.

Cela est faux en tactique militaire, parce que des forces immobiles et localisées comme des remparts ne valent et ne défendent que sur un seul point, et que les forces mobiles, comme les armées et les batteries, défendent la France partout, et qu'en effet la France est pour nous partout, dans le dernier hameau de nos Alpes ou de nos Pyrénées, aussi complètement qu'à Paris.

Cela est faux en politique, parce que cela soumet la France entière au sort et à la domination de Paris, et que cela soumet Paris lui-même à la domination désespérée des factions extrêmes !

Cela est faux en humanité, parce que cela fait rétrograder le droit de la guerre jusqu'à la guerre aux vieillards, aux enfants, aux femmes, jusqu'à l'incendie, jusqu'à la famine, jusqu'à l'assaut, jusqu'à tous ces crimes à qui on ne donne qu'un jour et qu'une place sur le champ de bataille, à qui vous donnez des mois et des villes entières dans une capitale fortifiée !

Cela est faux en liberté, parce que la liberté et le canon ne peuvent pas vivre impunément face à face, et que la voix du canon a toujours et partout étouffé la parole des peuples libres !

Enfin cela est faux en bon sens, en dignité, en courage ; car la conscience de l'Europe sait bien que c'est impossible, qu'on ne peut pas nourrir et contenir une ville de 1 500 000 âmes, et que Paris assiégé, c'est le Gouverne-

ment renversé et la France saisie au cœur ! Qu'est-ce donc au fond pour l'Europe ? Une capitulation avant la bataille. Personne ne s'y trompe. 500 millions pour cela ? C'est trop stupide pour une vérité, c'est trop cher pour un mensonge ! Je le repousse au nom du bon sens, de la dignité, de l'humanité et de la liberté de mon pays. (*Marques d'approbation.*)

(L'orateur descend et remonte à l'instant.)

Pardon, Messieurs, j'oubliais un dernier mot : laissez-moi vous le dire encore. On dit pour excuser, pour motiver, pour pallier tout cela, on dit, pour électriser une opinion qui vous résiste : Regardez l'Europe ! Vous êtes au ban du monde civilisé, du monde monarchique. La révolution, dont vous êtes le peuple n'a que des ennemis implacables ; partout on veut venir l'étouffer dans son foyer le plus volumineux, le plus détesté, défendez-la ! élevez-lui un asile de fer ou de bronze où elle soit à jamais inviolable aux haines coalisées qui la poursuivront jusqu'au lieu de son berceau ! que Paris fortifié soit la citadelle de la liberté dans le monde ! que Paris crénelé soit le réduit de la révolution ! c'est le mot. Vous êtes en 92 encore, dit le rapport !

Que Paris fortifié soit le réduit de la révolution ! Je dis, moi, qu'il n'y eut jamais une pareille insulte, un pareil blasphème contre la révolution, contre la puissance, toujours croissante et déjà régularisée chez tant de peuples, de ces idées généreuses, régénératrices de la dignité de l'homme, de la liberté et de la moralité humaine, écloses en 89 sur le monde, écloses ici, portées partout, acceptées, honorées, consacrées dans presque tout l'univers, et que nous appelons, nous, la révolution française ! la révolution, hormis ses crimes, ses tyrannies et ses conquêtes ! (*Mouvement.*)

Quoi ! il y a bientôt la moitié d'un siècle que cette révolution a jailli d'ici sur le monde comme un astre lumineux et pacifique d'abord, comme un volcan plus tard, quand la coalition de Pilsnitz voulut imprudemment mettre le pied du soldat sur la lave toute-puissante de nos idées et de nos

droits ! Quoi ! nos pères sont morts presque tous, les uns en la combattant dans ses excès, les autres en la confessant sur les échafauds, ceux-là en lui faisant un rempart de leurs baïonnettes pour défendre son sol sacré, ceux-ci en allant lui conquérir le monde avec son drapeau qui les fascinait encore, même quand un despote le portait devant eux ! Quoi ! elle a soulevé presque toutes les capitales de l'Europe, secoué tous les trônes, emporté toutes les couronnes, modifié, libéralisé presque toutes les constitutions vieilles des peuples ; elle s'est répandue comme l'air et la lumière pendant cinquante longues années avec vos idées, votre nom, vos armes ; elle a éclaté avec la force d'explosion d'un Évangile armé des temps modernes ! le monde entier est plein d'elle, de ses souvenirs, de ses vertus, de ses crimes, de ses exploits, de ses œuvres, de ses codes ! Et aujourd'hui, aujourd'hui qu'elle a un peuple de 34 millions d'hommes unis, armés, invincibles pour elle, et la sympathie de la moitié du monde, vous la déclarez assez abandonnée, assez désespérée, assez menacée, assez timide pour avoir besoin de se creuser une tanière au cœur de notre sol, comme une bête féroce qui s'enfouit dans le repaire honteux où elle sent qu'on va venir la traquer ! (*Longue interruption et bravos prolongés.*)

Ah ! s'il en était ainsi, Messieurs, si la révolution française en était réduite à ces extrémités déplorables ; si, trahie par ceux qui l'ont faite, sortie du cœur des Français et des peuples, exécrée, incompatible avec les nationalités et la liberté même, elle était en effet obligée, pour se préserver des attaques de l'Europe, de se bâtir un lieu d'asile, une place forte ; je dis que ce serait là la condamnation la plus honteuse, d'elle, de ses œuvres, de ses idées, de sa force et du sang que nous avons versé pour elle ! et qu'une révolution qu'il faudrait après tant d'épreuves, après tant de victoires, après tant d'années, défendre ainsi derrière des bastions et des murailles, dans un réduit comme vous dites, ne mériterait pas d'être défendue ! (*Vive adhésion.*)

Mais il n'en est pas ainsi ! vous le savez bien ; vous l'avez mille fois proclamé vous-mêmes. Non, la révolution, la nôtre du moins, la révolution honnête, la révolution morale, la révolution réformatrice, libérale, celle-là a vaincu. Le monde en est plein ; le monde vous vaincrait aujourd'hui, qu'il vous la rapporterait encore ; et si vous sentez le besoin de creuser un réduit à une autre révolution, à une révolution qui bouleverse les peuples, qui sape tous les trônes, qui tue ses propres apôtres, qui improvise et qui renverse des dictatures, qui affecte, non plus la monarchie universelle, mais qui affecte comme un droit une sorte d'anarchie universelle dans le monde, qui prend le masque de la liberté pour violenter tous les principes, toutes les institutions, pour effacer les limites et les nationalités partout ; à une révolution qui s'oublie assez elle-même pour demander des bastilles, des bastilles populaires ! moins d'un demi-siècle après qu'elle s'est signalée dans le monde par la démolition de ces châteaux-forts du despotisme (*Bravos*) : c'est que vous avez ce pressentiment trop vrai, que cette révolution extrême, que cette révolution pervertie est aussi incompatible avec l'ordre européen dans le monde qu'avec la liberté sérieuse ici, et qu'elle ne peut subsister, en effet, qu'à l'ombre des bastions et des remparts que vous voulez nous faire bâtir avec l'or et la sueur de nos départements, et que nous ne les bâtirons pas ! (*Marques d'approbation.*) Encore une fois, je repousse votre projet. (*Très-bien, très-bien.*)

XXI

SUR

LES FORTIFICATIONS DE PARIS

(DEUXIÈME DISCOURS)

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — Séance du 28 janvier 1841.

Le général Schneider, en proposant un amendement qui détruisait le projet de la commission, n'en laissait subsister que ces mots : « Il faut fortifier Paris. » Une ceinture d'ouvrages permanents aurait été construite à 4000 mètres au moins du mur d'octroi, et ce mur renforcé lui-même aux endroits où cette précaution eût été nécessaire. M. de Lamartine se rallia à cet amendement, qui, avec tous les avantages de la défense, ne menaçait point dans l'avenir la liberté de la capitale et n'en faisait point une ville de guerre.

MESSIEURS,

Les esprits sont indécis, les opinions flottantes, et la Chambre paraît travaillée par ce doute qui agite les assemblées consciencieuses au moment de prendre une de ces résolutions dont l'esprit n'aperçoit pas encore clairement